

## « Droite et extrême droite : les liaisons dangereuses »

Par Pascal Perrineau\*

(Le Monde, 15 janvier 2011)

Quand on parle des relations entre la droite et l'extrême droite, l'hydre de l'entente tacite ou explicite resurgit et reviennent en mémoire les alliances ou les rapprochements des années d'entre-deux-guerres où la droite a pu contribuer à propulser l'extrême droite au pouvoir.

Certains industriels italiens et des secteurs de l'armée et de la police apportèrent leur aide à Mussolini dans les années 1920 et favorisèrent sa prise de pouvoir. Les conservateurs allemands crurent circonscrire Adolf Hitler au début des années 1930, on sait quelle fut la suite. Le 10 juillet 1940, l'immense majorité des députés de droite vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Cependant, cette approche oublie souvent que la dynamique politique de l'extrême droite n'épargne pas toujours la gauche. Quelque 90 des 116 parlementaires socialistes qui étaient présents à Vichy le 10 juillet 1940 ont voté pour accorder les pleins pouvoirs à Pétain, et des hommes de gauche ont aussi fréquenté les couloirs des ministères à Vichy. Plus récemment, l'extrême droite slovaque du SNS et les populistes du HZDS ont participé, de juin 2006 à juin 2010, à un gouvernement de gauche. La question de l'extrême droite ne concerne pas la seule droite.

Néanmoins, dans la plupart des cas, le débat reste marqué par des référents historiques où droite et extrême droite ont connu des rapprochements. Sont convoquées non seulement les ambiguïtés de l'entre-deux-guerres, mais aussi les hésitations plus récentes, particulièrement lors des élections régionales de 1986 et 1998, où des alliances plus ou moins explicites avaient pu être nouées ici et là entre la droite et le Front national (FN) pour garder le contrôle de certains exécutifs régionaux et, au-delà de nos frontières, les accords passés entre droite conservatrice et extrême droite en Autriche ou en Italie.

L'alliance de 2000 à 2007 entre les conservateurs de l'ÖVP et le FPÖ-BZÖ de Jörg Haider, qui avait fait l'objet de l'opprobre européenne dont on se souvient, la présence au sein du gouvernement Berlusconi du parti de la Ligue du Nord, ou encore les soutiens extérieurs et ponctuels à des gouvernements de droite apportés par des formations nationalistes et populistes (PVV, DFP) aux Pays-Bas et au Danemark sont autant de cas qui déclinent la palette des accords entre droite et extrême droite, des accords en bonne et due forme aux accords tacites et quasiment subliminaux.

En France, depuis quelques mois le retour électoral du FN lors des régionales de mars 2010 et les bonnes cotes de popularité dont bénéficie Marine Le Pen ont ramené la question du FN au premier plan de l'actualité politique. Une partie minoritaire de la droite, inquiète d'un retour en grâce que les urnes n'ont pas encore confirmé, est revenue aux vieux démons de l'éventuel accord avec l'extrême droite.

Ce tropisme de droite extrême a pu saisir certains élus de droite qui, comme le député Christian Vanneste le 6 octobre 2010, croient que *"l'alliance avec ce qui est à notre droite est tout à fait possible"*. En rupture avec des dirigeants de droite (Jacques Chirac, Philippe Séguin, Nicolas Sarkozy) qui, pendant et après la crise des élections régionales de 1998, s'étaient clairement opposés à tout accord avec le FN, certains élus, inquiets de la poussée de l'extrême droite et du populisme en Europe et préoccupés par le retour en force d'un FN "rénové", préconisent une alliance qui serait censée être une machine à additionner les voix sans en perdre par ailleurs. Au-delà des velléités de ces quelques élus isolés, quelles sont les marges d'acceptation d'une telle entreprise dans l'opinion,

et surtout dans le "peuple de droite" ?

L'inscription du FN dans le paysage politique français, après trente-huit ans d'existence, s'est certes améliorée. Consultées en janvier par TNS Sofres pour *Le Monde*, Canal+ et France Inter (*Le Monde* du 13 janvier), 37 % des personnes interrogées considèrent que le FN *"n'est pas un danger pour la démocratie"*, elles étaient seulement 26 % en mai 2002, 30 % en décembre 2005. La relève, après le très long règne de Jean-Marie Le Pen à la tête du parti, semble assurée : dès janvier 2010, pour 39 % des personnes interrogées par la Sofres, Marine Le Pen est celle qui incarne le mieux le FN aujourd'hui, son père ne réunit plus que 30 % et Bruno Gollnisch, 4 %.

Alors qu'en 2006, 65 % des personnes interrogées pensaient que Jean-Marie Le Pen était plutôt *"le représentant d'une extrême droite nationaliste et xénophobe"*, 46 % seulement pensent la même chose de Marine Le Pen en janvier 2011. 28 % considéraient en 2006 que Jean-Marie Le Pen représentait plutôt *"une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles"*, 37 % partagent cette opinion à propos de sa fille en janvier 2011. Ils sont 46 % des sympathisants de l'UMP à avoir ce sentiment, 39 % la considérant comme associée à *"une extrême droite nationaliste et xénophobe"*.

En décembre 2010, dans un sondage BVA, 43 % des personnes interrogées considèrent qu'elle *"joue un rôle utile dans la vie politique française"* (c'est le cas pour 60 % des sympathisants de droite). 39 % des Français pensaient qu'il en était de même pour Jean-Marie Le Pen en 1985. Il y a bien des éléments qui peuvent nourrir la thèse d'un désenclavement de l'image de Marine Le Pen de la matrice extrémiste dans laquelle son père était fortement inscrit.

On peut être de droite modérée et considérer que Marine Le Pen joue un rôle utile dans la vie politique, tout comme on peut être de gauche modérée et porter la même appréciation sur Olivier Besancenot. Cela ne veut pas dire que cette appréciation, éventuellement positive, se traduise par une volonté d'alliance avec les extrêmes. Cette évolution d'image n'a pas rendu le Front national fréquentable en termes de force politique avec laquelle la droite classique pourrait s'allier.

Interrogées par l'Institut Ipsos les 3 et 4 décembre 2010, 86 % des sympathisants de l'UMP ne font *"pas confiance à Marine Le Pen pour gouverner le pays"* (80 % dans l'ensemble des personnes interrogées) ; 63 % sont opposés à ce que *"l'UMP et le FN s'allient pour constituer des majorités au plan local"* (71 % dans l'ensemble de l'échantillon) ; 68 % sont opposés à ce que *"l'UMP et le FN s'allient pour gouverner ensemble le pays"* (74 % dans l'ensemble de l'électorat).

Dans son immense majorité, l'opinion publique continue à rejeter l'alliance entre droite et extrême droite et une majorité des électeurs de l'UMP partage ce rejet. En revanche, une majorité de sympathisants du FN est sur une base collaborationniste (57 % pour des alliances locales, 55 % pour une alliance de gouvernement). Dans un tel contexte, au-delà des problèmes éthiques et politiques que pourrait poser un tel type d'alliance, la droite classique aurait certainement plus à perdre qu'à gagner à ce qui apparaîtrait assez rapidement pour elle comme un marché de dupes.

Les électeurs du centre sont très hostiles à une alliance entre la droite et le FN. La droite aurait alors lâché la proie d'une victoire électorale qui se scelle bien souvent au centre pour l'ombre incertaine d'une unité de toutes les droites.

\* Pascal Perrineau, directeur du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po).